

De la «vache folle» au «poulet incontrôlé»

Du fait des suppressions de moyens et d'effectifs de l'inspection sanitaire, une expérimentation nationale sur les plus gros abattoirs de porcs de la région Bretagne a été décidée fin 2010: elle permettait aux exploitants de ces abattoirs d'assurer eux-mêmes l'inspection (en «autocontrôle») des viandes qu'ils vont vendre au consommateur!

L'intervention de Force Ouvrière auprès du Président de la République et du Premier ministre en avril 2011 a permis de mettre fin à cette expérimentation totalement incontrôlée de la part du gouvernement.

Un décret du Premier ministre (n°2012-198 du 9 février 2012) instaure à nouveau un autocontrôle dans différents abattoirs de poulets, dindes, canards, pintades et lapins dans plusieurs départements !

La raison de ce «projet pilote» est la même que lors de l'épisode porcin. Il s'agit d'un manque criant d'effectifs dans l'inspection vétérinaire de ce contrôle sanitaire, partout en France suite aux effets de la RGPP:

- les suppressions des emplois concernés sont de plus de 10% depuis 2007 (+ de 50% dans certains départements!);
- et la régionalisation, donc l'éloignement territorial, de cette mission de contrôle.

Il y a 500 abattoirs en France: au rythme de la RGPP, plus aucun ne sera contrôlé... jusqu'à la prochaine catastrophe sanitaire...

Ces expérimentations extraordinairement dangereuses démontrent à nouveau que la RGPP conduit à mettre en danger tous les citoyens, usagers d'un service public qui est détruit sur toutes ses missions publiques.

Pour Force Ouvrière, il faut stopper la RGPP et ses 561 mesures, arrêter les destructions d'effectifs publics et préserver, y compris par le recrutement, le service public républicain.

Communiqué Force Ouvrière du jeudi 1 mars 2012



<http://fovinatier.free.fr/>